



l'observatoire

Tenir la route

D'abord la bonne nouvelle : on compte en proportion à peine plus d'accidents de la route en Abitibi-Témiscamingue que dans le reste du Québec. Toutefois, et c'est la mauvaise nouvelle, les accidents qui se produisent chez nous sont plus mortels que la moyenne : le nombre de décès par 100 000 habitants est de 25 en région contre 13 pour l'ensemble du Québec.

Le récent *Bilan de sécurité routière** du ministère des Transports nous informe que, sur une base annuelle, la majorité des accidents au Québec se produisent sur une route sèche. Toutefois, la région en compte une proportion inférieure à la moyenne québécoise, soit 46 % des accidents contre 53 % au Québec. Quant aux accidents sur route enneigée ou glacée, la région en compte une proportion sensiblement plus grande que la moyenne québécoise, soit 37 % contre 26 %.

Les mois de novembre à janvier sont les plus accidentés. Une consolation : la proportion d'accidents mortels ou graves pour 100 accidents est de 6 sur chaussée sèche, alors qu'elle est de 4 sur chaussée enneigée ou glacée. La vitesse

des véhicules et la prudence des conducteurs y sont sûrement pour quelque chose.

Les deux tiers des accidents ont lieu durant la journée, mais ceux qui ont lieu la nuit sont plus souvent mortels et graves. C'est le vendredi qu'un accident sur cinq se produit, entre autres parce que la circulation y est plus dense. Parmi les centres urbains les plus peuplés et

considérant le nombre total d'accidents, c'est à Rouyn-Noranda que l'on compte le plus grand nombre d'accidents, mais c'est à Val-d'Or que ceux-ci tendent à être plus souvent mortels ou graves.

Plus la limite de vitesse est basse, plus il y a de rues et d'accès, donc plus le nombre d'accidents à survenir est élevé. C'est qu'on se trouve souvent en zone urbaine, avec davantage de circulation, donc de conflits potentiels entre les véhicules. Heureusement, les accidents qui y surviennent sont en général moins graves que ceux qui surviennent sur les routes où la vitesse permise dépasse 80 km/h.

Accidents de la route selon l'état de la chaussée, 1993 à 1995

Surface	% région	% province
Sèche	46	53
Mouillée	15	19
Enneigée, glacée	37	26
Autre	2	2
Total	100	100

*Note : les chiffres concernent le réseau du ministère des Transports, et excluent les routes municipales, privées, chemins forestiers et sentiers de motoneige.

Source : *Bilan de sécurité routière*, document préliminaire, Ministère des Transports, novembre 2000.

L'ABC de l'industrie touristique

Bien qu'en 1998 l'Abitibi-Témiscamingue ait attiré environ 366 000 touristes, elle demeure une destination méconnue. Ce contingent représente à peine 1,8 % des touristes qui voyagent au Québec.

Ceux qui nous visitent proviennent surtout des quatre coins de la province et parmi eux, plusieurs sont déjà résidents de notre contrée.

Les retombées économiques du tourisme en région sont évaluées à 46M\$ en 1998. Selon Tourisme Abitibi-Témiscamingue, ces données fournies par Tourisme-Québec sont sous-évaluées puisqu'en 1997, les dépenses générées par les touristes étaient plutôt de l'ordre de 70M\$.

Plusieurs établissements hôteliers, restaurants, pourvoiries, terrains de camping ou promoteurs d'attrait touristiques ont

bénéficié de cet important apport économique. Toutefois, ces partenaires se sont partagés ces millions sur une enveloppe globale d'un peu plus de 4 milliards de dollars pour l'ensemble des retombées du tourisme au Québec.

À l'aube du Forum sur l'industrie touristique, ce maigre 1,1 % des dollars touristiques qui nous revient donne matière à réflexion...

Échiquier touristique...



En 1998, l'Abitibi-Témiscamingue se classait au 14^e rang parmi les 20 régions touristiques du Québec quant à la part de touristes accueillis et au 15^e rang pour les dépenses touristiques engendrées.



Toujours en 1998, les retombées économiques du tourisme en région (46M\$) devancent celles des régions des Îles-de-la-Madeleine (13M\$), Manicouagan (38M\$), Duplessis (29M\$), Laval (16M\$) et Nord-du-Québec (11M\$).

Source : Gestion Conseil J.P. Corbeil et Devamco. *Plan stratégique de développement et de marketing*, 2000. Tourisme Québec. *Le tourisme au Québec en bref*, 1997 et 1998.

Mouvance dans la ruralité

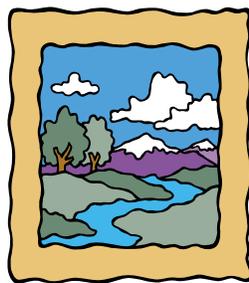
Dans le supplément démographique d'octobre, nous pouvions observer un déplacement de la population des villes-centres vers certaines petites municipalités. Selon une étude intitulée «*Les communautés rurales forestières*», la population rurale est en mutation. Est-ce à dire que, globalement, l'avenir des petites localités se modifie depuis les dernières années ?

L'agriculture et la forêt sont depuis toujours associées à la ruralité. Or, la relation traditionnelle entre le travail et le territoire s'atténuant de plus en plus, de nouveaux visages s'inscrivent au sein des petites collectivités. Ces «ruraux» sont plutôt jeunes, scolarisés, ayant vécu à la ville et y trouvant toujours leur gagne-pain. Ce qu'ils recherchent à la campagne ? Une qualité de vie.

Ces nouveaux résidents, nés ailleurs, représentent les deux tiers de la population rurale. Ils induisent des changements importants auxquels doivent s'adapter les collectivités locales. En ce sens, il est inutile de fermer les yeux sur la forte proportion de ruraux – deux résidents sur trois – qui quittent quotidiennement ou plusieurs fois par semaine l'enceinte du

village pour se rendre au travail.

Par ailleurs, la venue de nou-



veaux résidents fait en sorte que le milieu rural, à l'image du milieu urbain, se caractérise par une diversité des occupations professionnelles qui pourrait être favorable à son développement. Or, l'étude révèle que ces nouveaux résidents ne pourront s'impliquer au sein des organisations de leur milieu qu'après y avoir vécu une dizaine d'années. Ce serait le temps nécessaire à un nouveau venu pour tisser des liens avec la communauté et être reconnu comme en faisant partie.

Les campagnes ne sont plus ce qu'elles étaient.

On les disait reculées, arriérées, tristes, moribondes et les voilà accessibles, équipées, modernes et vivantes.

Paradoxe ?

Extrait du Secret des ruraux

En somme, on peut conclure que l'avenir du monde rural dépendra, entre autres, de sa capacité à renforcer son identité et à développer une dynamique locale partagée par tous, natifs comme nouveaux résidents.

Source : Stanek, Oleg, E. Colombino et P. LeBlanc. *Communautés rurales forestières en Abitibi et dans le Bas-Saint-Laurent, une perspective comparative*, GRIDEQ et UQAT, avril 2000.

S'arrêter sur ...

Comme les idées évoluent, les mots qu'on utilise pour les traduire suivent le même rythme. Depuis quelques temps, dans les cercles universitaires et dans le monde du développement, on entend parler de **gouvernance**.

Il ne s'agit pas d'un concept nouveau – il a une quinzaine d'années – mais nouvellement utilisé, venant nommer une façon de faire du développement que beaucoup connaissent déjà. Synonyme d'action collective ou communautaire, le concept de gouvernance réfère au développement local émergent du milieu, de la base. Il s'agit d'un développement qui se fait suivant l'initiative des gens d'une collectivité, pour les gens de cette collectivité, en opposition à un développement pensé et imposé par un État central.

Les membres du gouvernement, de même que les acteurs du milieu, s'entendent pour dire que l'État n'est plus automatiquement l'acteur pressenti pour régler les problèmes des collectivités locales. Il tend de plus en plus à jouer un rôle de support auprès des acteurs locaux qui prennent en main le développement de leur milieu. L'État est donc plus souvent qu'autrement un partenaire dans

Ajouter aux favoris

Le site Internet de l'*Institut de la Statistique du Québec* est un incontournable pour quiconque est à l'affût de données régionales à jour et de source sûre. À l'adresse : <http://www.stat.gouv.qc.ca> vous trouverez de l'information régionale sur de multiples thématiques : population, éducation, marché du travail et économie, famille, logement, immigration, langue, etc. ...

...Dans le numéro de janvier

L'économie régionale : malade ou en santé ? Des diagnostics souvent opposés fusent de toutes parts depuis quelques temps. Dans le numéro de janvier, l'Observatoire tentera de comprendre ce paradoxe, un bilan de santé économique tout en nuances. D'abord prévu pour décembre, c'est finalement en janvier que ce numéro vous sera livré. Merci de votre patience !

locales

... un mot

le processus de gouvernance (notamment par la structure des municipalités), un partenaire parmi d'autres : secteur privé associatif, communautaire, etc.

Dans *Gouvernance et territoires ruraux**, un récent ouvrage collectif qu'il a co-dirigé, Mario Carrier fournit un exemple de gouvernance non-équivoque. Au début des années 1990, la Commission scolaire Harricana ferme la petite école de Preissac, laquelle n'opère pas pendant trois ans. À force de négociations et de volonté, la population, de concert avec la municipalité et forte de l'appui de la MRC, réussit à faire rouvrir l'école, démontrant une capacité de gouvernance certaine.

Dans certaines municipalités, on retrouve plus ou moins de gouvernance que dans d'autres. Elle est parfois plus ou moins structurée, et prend des visages différents. Mais un fait demeure : la gouvernance, lorsque forte et présente, amène un renforcement des collectivités, notamment les collectivités rurales. Et par ricochet, c'est toute l'identité du territoire qui se voit prendre un sens.

*Sous la direction de Mario Carrier et Serge Côté, *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*, Presses de l'Université du Québec, 2000.

... Après un grand tour du site, vous pour-



rez vous contenter d'une visite hebdomadaire à la rubrique *Quoi de neuf?* On y recense toutes les nouveautés du site, donc rien ne pourra vous échapper!

Et si jamais le courage ou le temps vous manque, vous pouvez passer à l'Observatoire, où vous aurez le loisir de consulter la version papier de ces documents dans un décor convivial :-)

Démocratie, femmes et politique

Cet automne, les municipalités de la région étaient au nombre de sept à tenir des élections. Dupuy, Évain, Roquemaure, Montbrun, Gallichan, La Sarre et Val-d'Or ont remercié ou reconduit tantôt leur maire, tantôt certaines conseillères ou conseillers municipaux.

Si les villes et villages en élection se comptaient sur les doigts de la main cette année, l'an prochain sera tout autre. Près des trois quarts des municipalités de l'Abitibi-Témiscamingue seront en élection, soit 62 sur 84.

Proportion des municipalités en élection en 2001, selon la MRC

MRC	Pourcentage %
MRC Abitibi	88 %
MRC Abitibi-Ouest	75 %
MRC Rouyn-Noranda	46 %
MRC Témiscamingue	95 %
MRC Vallée-de-l'Or	40 %
Total	74 %

Source : Ministère des Affaires municipales et de la métropole, 2000.

Fait à surveiller : les municipalités en élection en 2001 sont presque toutes de petite taille, ce qui signifie que le paysage municipal rural pourrait prendre un autre visage.

La place des femmes

Qu'en est-il de la participation de la gent féminine à l'administration locale? Le paysage municipal de l'Abitibi-Témiscamingue affiche un taux de féminisation plus élevé que la moyenne québécoise. En effet, 13 % de nos mairies sont dirigées par des femmes, contre 10 % pour la moyenne québécoise. En ce qui a trait aux conseillères municipales, elles sont 33 % en Abitibi-Témiscamingue, tandis que la moyenne provinciale leur octroie 23 % des sièges.

La MRC Abitibi se distingue du lot, ayant élu quatre mairesses. La MRC Abitibi-Ouest affiche, quant à elle, la plus grande proportion de conseillères municipales.

Femmes et paysage politique en Abitibi-Témiscamingue, 1999 *

MRC Abitibi-Témiscamingue	Maires	Mairesses		Total	Conseillers	Conseillères		Total
		Nombre	%			Nombre	%	
MRC Abitibi	13	4	24	17	69	33	32	102
MRC Abitibi-Ouest	23	1	4	24	88	56	39	144
MRC Rouyn-Noranda	12	2	14	14	60	26	30	86
MRC Témiscamingue	18	2	10	20	91	29	24	120
MRC Vallée-de-l'Or	8	2	20	10	40	22	36	62
Total Abitibi-Témiscamingue	74	11	13	85	348	166	32	514
Total pour le Québec	1 193	138	10	1 331	6 321	1 896	23	8 217

Source : Ministère des Affaires municipales et de la métropole, 2000.

*Les données de cette année ne sont pas encore connues. Toutefois, elles risquent de ressembler beaucoup à celles de 1999 vu les rares municipalités en élection.

On a mal à nos enfants

L'Institut de recherche pour le développement social des jeunes est en tournée provinciale afin de présenter les résultats d'une étude portant sur le profil des enfants signalés à la protection de la jeunesse. Nous aborderons certains constats régionaux de cette étude au regard du milieu de vie de ces enfants.

Quelques chiffres d'abord : 268 signalements pour cause d'abus physiques, de négligence, d'abus sexuels, de troubles de comportements, de mauvais traitements psychologiques et d'abandon ont été acheminés au Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue entre octobre et décembre 1998. Plus de la moitié des cas ont été retenus à des fins d'évaluation. On parle donc de 140 enfants au cours de cette période. Parmi ceux-ci, la sécurité ou le développement de l'enfant sont évalués comme étant réellement compromis dans six cas sur dix.

L'étude vient confirmer des faits troublants au regard de certains risques spécifiques et souvent interreliés à la négligence et à la violence chez les parents.

Pour plusieurs des enfants évalués, l'environnement familial présente une très grande détresse. Près de la moitié résident avec des parents vivant de l'assistance-emploi. Les parents qui occupent un emploi sont nombreux à travailler à temps partiel, impliquant des revenus précaires. En lien direct avec la pauvreté, la sous-scolarisation est également importante : une bonne partie des parents n'ont pas complété leur secondaire V.

Par ailleurs, l'étude révèle que plusieurs parents négligents ou violents ont des problèmes de toxicomanie, de relations de couple et ont eux-mêmes été victimes d'abus dans leur enfance.

Il faut que les organisations et que les communautés s'approprient l'idée qu'il nous faut protéger les enfants, qu'il s'agit d'une responsabilité collective.

Camil Bouchard

En conclusion, il est important de se rappeler que la détresse des enfants interpelle chacun de nous. Beaucoup de travail est à faire pour s'attaquer à la pauvreté et soutenir les familles dans plusieurs sphères de la vie (loisirs, emploi, logement, scolarisation, services de garde, transport en commun, groupes d'entraide, etc.). Agir sur les situations de vulnérabilité avant qu'elles ne dégèrent est un choix social à faire pour mieux protéger nos enfants. À ce titre, il apparaît urgent d'initier des partenariats avec les organisations sociales et économiques pour donner un signe tangible de solidarité envers les jeunes et les familles.

Source : Présentation de Camil Bouchard, chercheur-associé à l'étude, le 15 novembre 2000 à Val-d'Or et tiré de : Tourigny, M, Mayer, M et Wright, J. *Étude sur l'incidence et les caractéristiques des situations d'abus, de négligence, d'abandon et de troubles de comportement sérieux signalés à la Direction de la protection de la jeunesse au Québec*, 2000.

L'étude sera disponible au printemps 2001. Elle abordera, outre le milieu de vie des enfants et des familles, les principaux motifs de signalement des enfants, la dynamique communautaire et de services ainsi que le cheminement des signalements.

Sorti des presses



Boulianne, Noël, et al. *Stratégie de développement de l'industrie des produits forestiers en A-T*, Ministère des Ressources naturelles et Forêt Québec, novembre 2000.

Société de technologie de l'A-T. *Le développement en réseau des projets industriels forestiers en A-T.*, octobre 2000.

Miron, Fernand et A. Royer. *Abitibi-Témiscamingue, de l'emprise des glaces à un foisonnement d'eau et de vie, 10 000 ans d'histoire*, Éd. Multimondes, 2000.

Côté, Charles et D. Larouche. *Radiographie d'une mort fine, Dimension sociale de la maladie au Québec*, Éd. JCL, 2000.

Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'A-T. *Enquête sociale et de santé-résultats de l'A-T*, fascicules: enquête, méthodologie, caractéristiques de la population, tabac et activité physique, novembre 2000.

Ministère des Transports. Vers le Plan stratégique de l'A-T..., *Paysages d'ensemble et Classification fonctionnelle*, 2000.

Ministère des Ressources naturelles. *Explorer au Québec... Redécouvrir l'Abitibi*, Séminaire d'information sur la recherche géologique, programme et résumés, 2000.

Ministère de la Santé et des Services sociaux. *Santé au Québec : quelques indicateurs*, 2000.

Institut de la statistique du Québec. *La situation démographique au Québec, édition 2000*, Louis Duchesne, octobre 2000.

Foot, David K. *Entre le boom et l'écho 2000*, Éditions du Boréal, 1999.

Ministère des Ressources naturelles du Québec – Direction des affaires autochtones. *Localisation des nations autochtones au Québec – historique foncier*, 1998.

Ces documents sont disponibles pour consultation à l'Observatoire.



Ce bulletin est réalisé par l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue
170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Téléphone : (819) 762-0774
Télécopieur : (819) 797-0960

Julie Thibeault : julie@crdat.qc.ca
Mariella Collini : mariellac@cablevision.qc.ca
Tirage : 650 exemplaires